



Titre : Pour les acteurs de l'Énergie au Maroc

« Il faut insister sur le rôle des statistiques » Par Moulay Abdallah Alaoui

13 juin 2011 à 11 h 52 min |

A l'occasion de la publication de la première édition des «chiffres clés» par la Fédération de l'énergie à la CGEM, nous avons rencontré son président, Moulay Abdallah Alaoui, pour évoquer le sujet et faire un tour de l'actualité.

A qui s'adresse ce recueil ?

D'abord les chercheurs, les acteurs de l'énergie, qui sont les contributeurs de la fédération qui ont besoin de jalons. Il s'agit là d'une première. Aujourd'hui, l'administration ne sait pas ce qui se consomme dans les ménages, l'industrie, l'agriculture entre autres, du point de vue de l'énergie. En recoupant les chiffres, nous avons obtenu une analyse fine et vérifiée.

Nous avons distribué le fruit de ce travail dans les Universités marocaines, aux Assises de l'Industrie ainsi qu'aux médias.



Quel est l'objectif de ce recueil de chiffres ?

La Fédération de l'énergie a décidé de publier cette étude à un moment où l'efficacité énergétique est devenue une nécessité incontournable. Il est donc important de disposer de chiffres fiables et d'une méthodologie permettant les comparaisons dans le temps. Il faut insister sur le rôle des statistiques. Ce sont des informations qui permettent de prendre des décisions rationnelles, donc elles sont vecteur de croissance.

«Le ministère de l'Énergie publie de nombreux documents, très intéressants, mais il manquait une vision de synthèse de toutes les énergies».

Nous sommes partis du constat qu'il y avait un espace à occuper. Le ministère de l'Énergie publie de nombreux documents, très intéressants, mais il manquait une vision de synthèse de toutes les énergies. Nous avons pensé qu'un recueil de ce type, publié sur une base semestrielle, aurait une utilité avérée. Bien entendu nous aurions pu viser une publication trimestrielle mais nous sommes dépendants de nos sources d'informations qui, elles-mêmes, ne maîtrisent pas encore l'outil statistique.

Combien de temps vous a-t-il fallu pour le réaliser ?

Nous en avons chargé un cabinet spécialisé dans le domaine de l'Énergie pour nous assurer du meilleur travail possible dans des délais raisonnables.

Quelles sont les contraintes que vous avez rencontrées ?

Outre la disponibilité des informations évoquée plus haut, il y a un problème d'absence de méthodologie commune qui explique la disparité entre les chiffres selon leur origine. Nous sommes d'ailleurs en train de travailler avec les instances comme le HCP pour que la prochaine livraison avec les chiffres de 2010 soit de meilleure qualité.



« Nous avons fait le choix pour le bouquet électrique : 42% à l'horizon 2020 de fourniture à partir de l'éolien, du solaire et de l'hydraulique ».

Le premier recueil n'est pas parfait, mais il fallait commencer.

Pour passer à un second volet, comment voyez-vous le bouquet énergétique du Maroc ?

J'épouse entièrement la stratégie nationale qui a été présentée devant le souverain en 2008 et qui a été débattue avec nombre d'acteurs comme notre fédération, les collectivités locales ou les représentants de la société civile.

Madame Amina Benkhadra a inscrit ce projet dans le concept de démocratie participative en ouvrant le dialogue avec tout le monde, ce qui lui a permis d'obtenir une adhésion très large des grands acteurs économiques.

« Le risque zéro n'existe nulle part. Nous avons prévu un seul réacteur de 900 megawatts. Il est important que le Maroc se développe dans ce domaine ».

Jusqu'à récemment, nous n'avions pas besoin de stratégie énergétique. Le principal défi était de garantir l'acheminement du pétrole aux quatre coins du pays et d'éviter les ruptures par des stocks de sécurité. Aujourd'hui, face à l'envolée des prix et à la croissance mondiale, avec en particulier l'appétit de la Chine, de l'Inde et du Brésil, d'une part, et face au pic pétrolier prévu vers 2030, date à laquelle la production mondiale de pétrole devrait être inférieure à la demande globale, d'autre part, je salue sans complaisance le sursaut de nos décideurs d'avoir mis sur pied une prospective énergétique.

Le Maroc a consulté des cabinets internationaux, dont la Fédération a par ailleurs réfuté les conclusions pour certains, parce que la stratégie proposée était exclusivement centrée sur le charbon dans leur plan de développement à moyen terme. La construction du bouquet énergétique a été conçue en intégrant de grands principes du Conseil mondial de l'énergie, aux citations des grands experts internationaux pour qui toutes les options doivent être exploitées de manière pragmatique. Chaque source a ses qualités et ses limites. Aucune n'est parfaite. La clé du succès réside dans la diversification des sources. Ainsi, nous avons fait le choix pour le bouquet électrique : 42% à l'horizon 2020 de fourniture à partir de l'éolien, du solaire et de l'hydraulique. Plus tard, nous pourrions ajouter le gaz naturel et le nucléaire à hauteur de 7% chacun.

Qu'est-ce que « l'économie verte » ?

Il s'agit d'une économie qui, à long terme, utilise moins ou mieux la ressource énergétique et les matières premières non renouvelables et :

- **qui émet beaucoup moins de gaz à effet de serre ;**
- **qui privilégie les écotechnologies : l'ensemble des technologies dont l'emploi est moins néfaste pour l'environnement que le recours aux techniques habituelles répondant aux mêmes besoins ;**
- **qui pratique la production et la consommation responsables, pense les productions en termes de cycle de vie ;**
- **où les transports sont raisonnés, les villes durables, les territoires pensés et gérés globalement selon un mode de développement durable ;**
- **qui protège et rétablit les services écosystémiques rendus par l'eau, les sols, la biodiversité ;**
- **qui met les hommes et les femmes au centre de l'entreprise et du projet social ;**



• qui promeut la participation de chacun à la décision et s'enrichit de la différence ;

• qui respecte les cultures, les patrimoines ;

• qui évalue les effets des décisions sur les générations futures.

Au lendemain de la catastrophe de Fukushima au Japon, l'option du nucléaire est-elle encore défendable ?

Le risque zéro n'existe nulle part. Nous avons prévu un seul réacteur de 900 megawatts. Il est important que le Maroc se développe dans ce domaine pour faire face à toutes les éventualités de l'avenir. Autre argument contre le nucléaire, le manque de transfert de compétences. L'ONE a formé une pépinière d'ingénieurs reconnus dans ce domaine. Lorsque nos décideurs négocieront ces contrats, nul doute qu'ils prévoient tout cela dans le cadre d'un partenariat sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Vous avez publié une définition de l'énergie verte. Pourquoi ?

Je me suis rendu compte que les gens en parlent mais nous ne disposions pas d'une définition commune. Cette définition a été validée par de grands experts. ♦

Propos recueillis par **Saâd Tazi**

Source : web Par Saâd A. Tazi Le Soir